



Le Canada s'engage pour une campagne impérialiste en Libye

Par [Keith Jones](#)

Mondialisation.ca, 07 mars 2011

[WSWS](#) 7 mars 2011

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#), [LE MAGHREB](#)

Le gouvernement conservateur canadien a envoyé une frégate de l'armée en direction des côtes de la Libye et des forces d'opérations spéciales à Malte en préparation de l'intervention militaire dans ce pays riche en pétrole du nord de l'Afrique.

Selon certains bulletins de nouvelles de CTV et un article dans le *Globe and Mail* de mardi, quelques forces d'opération spéciales canadiennes sont déjà actives en Libye. Selon ce qui est rapporté, leur mission serait d'aider à l'évacuation des Canadiens et des autres étrangers piégés dans le début guerre civile. Cependant, ils pourraient très bien être occupés à d'autres tâches. Une des principales fonctions des forces d'opération spéciales des Forces armées canadiennes est de faire de la surveillance et aussi de préparer le terrain pour des opérations militaires de plus grande envergure.

Le *Globe*, le journal de référence du Canada, a aussi rapporté qu'Ottawa se fait le champion, en coulisse, de la proposition faite par la Grande-Bretagne et appuyée par des éléments dans l'élite politique américaine qui demande que la « communauté internationale », c'est-à-dire les puissances impérialistes occidentales, impose une « zone d'exclusion aérienne » sur la Libye. Une telle action, comme l'a franchement dit le secrétaire à la Défense des États-Unis, Robert Gates, devant une commission du Congrès mercredi, constituerait un acte de guerre et impliquerait des combats à grande échelle. Pour être victorieuse, la coalition, menée par les États-Unis, qui imposerait une telle zone d'exclusion aérienne devrait détruire les défenses antiaériennes du régime libyen du colonel Kadhafi dès le début.

Le témoignage de Gates, tout comme les remarques faites par la secrétaire d'État, Hillary Clinton, devant une autre commission du Congrès mercredi, visait à réduire les attentes face à une intervention militaire américaine immédiate en Libye. Mais ils indiquent tous deux qu'une zone d'exclusion aérienne et même une invasion pure et simple ne peuvent être exclues. De plus, les États-Unis et leurs alliés continuent d'envoyer des hommes et de l'équipement militaire dans la région.

Le sénateur Hugh Segal, ancien conseiller de haut rang du premier ministre Stephen Harper et ancien chef de cabinet pour Brian Mulroney a dans une déclaration publique signalé que le gouvernement conservateur du Canada acceptera de déployer des avions de guerre pour aider à renforcer une zone d'exclusion aérienne sur la Libye. « Si on lui demandait » d'y envoyer quelques-uns de ses avions de chasse, « je crois que la réponse du Canada sera positive », a dit Segal au *Globe*.

Mercredi, quelque 24 heures après que le gouvernement du Canada ait annoncé des plans pour déployer le NCSM Charlottetown dans la mer Méditerranée, la frégate a quitté le port d'Halifax avec 240 membres des Forces armées canadiennes à son bord.

En expliquant la mission du Charlottetown, le ministre de la Défense Peter MacKay a précisé que sa première tâche serait de prêter main-forte aux efforts d'évacuation lorsqu'il atteindra le large de la côte libyenne au milieu de la semaine prochaine. Le Charlottetown pourrait aussi fournir de « l'aide humanitaire » (le gouvernement du Canada a promis 5 millions de dollars d'aide), mais seulement dans les régions qui ne sont pas sous le contrôle du régime de Kadhafi.

Le Charlottetown, a ajouté MacKay, a aussi pour mission de faire appliquer toutes sanctions imposées à la Libye par le Canada et ses alliés.

Le ministre de la Défense du Canada a de plus indiqué que le déploiement du navire, qui pourrait durer jusqu'à six mois, a un quatrième objectif : placer le Canada dans une position où il pourrait contribuer à des actions contre la Libye encore plus agressives qu'un blocus naval. « Nous sommes sur place pour faire face à toute éventualité. L'OTAN garde l'œil sur la situation aussi... ce geste mesuré est pris par précaution. »

Tout comme les autres puissances impérialistes, le gouvernement canadien présente ses plans d'intervention en Libye comme étant motivés par l'altruisme. Il prétend avoir en horreur les actes de répression du régime Kadhafi, craindre pour la vie de Libyens ordinaires tandis que le pays plonge dans la guerre civile, et se préoccuper de la défense de la démocratie en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

Tout cela n'est que balivernes. Si le gouvernement canadien planifie, avec les États-Unis et l'Union européenne, d'intervenir en Libye, c'est parce que le soulèvement populaire qui a renversé Moubarak en Égypte et Ben Ali en Tunisie, qui a porté un dur coup à Kadhafi, et qui menace plusieurs gouvernements de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient menace les intérêts économiques et géostratégiques cruciaux des impérialistes.

Le gouvernement canadien était encore moins disposé que l'administration Obama, et cela en dit long, à exiger la démission de Hosni Moubarak, et encore moins le démantèlement de son régime dictatorial.

Durant les trois semaines de protestations et grèves de masse qui ont mené à la démission de Moubarak le 12 février, Harper, le ministre des Affaires étrangères Lawrence Cannon, et d'autres conservateurs en vue ont à maintes reprises déclaré publiquement que la sécurité et l'ordre - c'est-à-dire la pérennité du système dans lequel l'Égypte est le point d'appui d'un Moyen-Orient policé par Israël et contrôlé par les États-Unis- étaient ce qui les préoccupaient le plus.

Dans un contexte où les Égyptiens se sont vu retirer leurs droits démocratiques fondamentaux durant des décennies, Harper et Cannon ont justifié leur appui obstiné à Moubarak en déclarant que « ce n'est pas le rôle du Canada que de dire aux Égyptiens quoi faire ».

Avec la paralysie progressive de l'économie égyptienne en raison des grèves, puis les inquiétudes croissantes au sein des milieux dirigeants que l'armée de conscrits puisse désobéir à l'ordre d'écraser le mouvement populaire, Washington et l'armée égyptienne ont

ultimement conclu que la meilleure façon de contrecarrer les aspirations sociales et démocratiques des masses égyptiennes était d'évincer Moubarak.

Le gouvernement Harper, considérant la portée mondiale limitée du Canada, a été en grande partie spectateur dans ces développements. Mais il a rapidement annoncé qu'il était satisfait de la « transition démocratique » en Égypte, soit le remplacement de Moubarak par une junte militaire ayant comme principal mot d'ordre « la révolution est terminée ».

Dans le cas de la Libye, le gouvernement conservateur de Harper, tout comme ses prédécesseurs libéraux, a été plus que disposé à faire des affaires avec Kadhafi une fois que son régime ait renoncé à ses prétentions anti-impérialistes, rouvert l'industrie pétrolière du pays à l'investissement étranger et s'est intégré à la « guerre contre le terrorisme » des États-Unis en collaborant avec la CIA.

En expliquant les sanctions imposées à la Libye par le Canada le 27 février, le leader du gouvernement à la Chambre des communes, John Baird, a précisé qu'elles n'auront aucun impact sur les activités commerciales des entreprises canadiennes opérant actuellement en Libye, y compris la compagnie pétrolière Suncor et le géant de l'ingénierie SNC-Lavalin.

Bien qu'ils appuient le déploiement du Charlottetown, les médias de la grande entreprise ont montré peu d'enthousiasme pour une intervention militaire d'envergure en Libye. Mais ce n'est pas en raison de quelque scrupule par rapport à l'utilisation des FAC comme instrument de guerre dans le but faire progresser les intérêts prédateurs de la classe dirigeante canadienne à l'échelle mondiale. Le *Globe*, qui a titré son éditorial de mardi « Dissuadons Kadhafi, mais sans déploiement de soldats », a publié une série d'articles l'automne dernier affirmant que comme résultat du rôle d'avant-plan joué par le Canada dans la guerre en Afghanistan, l'élite canadienne possède maintenant une armée aguerrie et ne devrait pas s'empêcher de l'utiliser dans les années à venir.

Les inquiétudes exprimées par les médias canadiens par rapport à l'action militaire en Libye font écho à celles exprimées par les principaux représentants de la bourgeoisie de chaque côté de l'Atlantique : pacifier l'immense pays largement désertique sera probablement difficile; les dirigeants de l'opposition à Kadhafi, d'anciens membres du régime, sont largement méconnus; l'invasion pourrait attiser un sentiment anti-impérialiste dans un pays ayant été subjugué à des décennies de domination coloniale brutale directe; les États-Unis sont encore embourbés dans les guerres d'Irak et d'Afghanistan et l'invasion d'un troisième pays principalement musulman pourrait alimenter davantage l'hostilité envers les États-Unis dans la région.

Au même moment, les États-Unis restent déterminés à maintenir le contrôle du Moyen-Orient. En fait, leur déclin économique relatif n'a fait que rendre leur position mondiale plus dépendante de leur capacité à imposer leur domination stratégique sur la principale région exportatrice de pétrole au monde.

La Libye n'est pas uniquement un important producteur de pétrole. Elle partage ses frontières avec la Tunisie et l'Égypte, puis avec l'Algérie riche en pétrole, laquelle a été secouée par des protestations ouvrières en janvier.

Le gouvernement Harper va sans aucun doute suivre la direction de Washington en ce qui concerne l'action militaire en Libye. Mais dès le départ, il a précisé que si le Canada est interpellé, il répondra immédiatement à l'appel de Washington pour participer à une guerre

impérialiste en Afrique du Nord.

Article original anglais, WSWW, paru le 4 mars

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Keith Jones](#), [WSWS](#), 2011

Articles Par : [Keith Jones](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca